FRANCIS DELAISI

COMMENT LES SOVIETS RÈGLERONT LA DETTE RUSSE

(d'après les travaux
de la Commission officielle Franco-Soviétique)

ANDRÉ DELPEUCH, ÉDITEUR
51, Rue de Babylone, Paris

1928

(sur place)

FLM,12º0353

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1704248

COMMENT LES SOVIETS RÈGLERONT LA DETTE RUSSE

« Aucun homme d'Etat européen ne se laisse diriger par l'idée que le Gouvernement Soviétique pourrait être renversé. »

Déclaration de sir *Austen Chamberlain*
(en juillet 1927, deux mois après la rupture anglo-soviétique)

905 981

FRANCIS DELAISI

COMMENT LES SOVIETS RÈGLERONT LA DETTE RUSSE

(d'après les travaux
de la Commission officielle Franco-Soviétique)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

ANDRÉ DELPEUCH, ÉDITEUR
51, Rue de Babylone, Paris

1928

COMMENT LES SOVIETS RÈGLERONT LA DETTE RUSSE [1]

Nous étions quatre invités, au fumoir, chez un notable commerçant parisien : — un haut fonctionnaire, un industriel, un boursier et moi-même — lorsque quelqu'un fit allusion aux récentes polémiques provoquées par l'« affaire Rakowski ». Aussitôt ce fut un éclat de rire général.

— Non, mais voyez-vous des communistes payer leurs dettes !

— Ils nous offrent 60 millions par an à condition que nous leur en avancions 100 !

— Ils nous payeront avec notre argent !...

— ...Et emploieront le reste à préparer la révolution !

1) Ce dialogue a paru en partie dans le *Progrès Civique*, en novembre 1927. On trouvera ici d'importantes additions, qui ont été faites pour répondre aux questiens et objections de nombreux porteurs russes.

Seul le haut fonctionnaire ne disait rien. Comme notre hôte le priait de donner son avis :

— Mon Dieu ! dit-il, je n'ai aucune sympathie pour les bolcheviks ni pour leur doctrine. Et si nous étions en face de propositions faites uniquement par le gouvernement de Moscou, je ne les prendrais pas au sérieux. Mais il me semble qu'il n'en est pas tout à fait ainsi.

« Il y a eu des négociations officielles, poursuivies depuis deux ans, entre une délégation française dûment mandatée et une délégation russe. La délégation française a établi un plan très précis. Après une longue résistance, le gouvernement soviétique vient d'en accepter toutes les clauses. C'est donc devant un *plan français* que nous nous trouvons, et non pas devant des offres *bolcheviques*.

— Et vous croyez que ce plan est sérieux ?

— A moins que les Français qu'il l'ont proposé ne le soient pas ! Mais je vois à la tête de notre délégation des hommes comme M. de Monzie, ancien ministre, M. Dalbiez, sénateur, M. Bastid, député.

— Bah ! des radicaux !... dit le boursier.

— Comme M. Louis Dausset, sénateur nationaliste.

— Peuh ! des politiciens !... dit l'industriel.

— Comme M. Philippe Berthelot, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Serruys, directeur du ministère du Commerce, Chale, du ministère des Finances, etc... Tous ces messieurs jouissent de quelque compétence et d'une certaine autorité au Parlement et dans les bureaux. Faut-il les soupçonner de faire le jeu des communistes, ou de se laisser « rouler » par eux ?

« Je ne soutiendrai pas évidemment que leur œuvre doit être acceptée ici les yeux fermés. J'estime pourtant qu'elle mérite tout au moins qu'on l'examine sérieusement, au lieu de la traiter par le mépris comme une « manœuvre de Moscou ».

« D'ailleurs, ajouta le haut fonctionnaire non sans quelque ironie : je parie que vous n'avez pas lu le texte du projet.

— Ma foi, avoua notre hôte, je l'ai parcouru rapidement comme tout le monde. Mais j'ai lu dans les journaux la déclaration antimilitariste et révolutionnaire du Comité de Moscou, signée par Rakowski.

— Laissons là M. Rakowski ; et parlons, s'il vous plaît, du plan de MM. de Monzie, Dausset, Dalbiez et Serruys. Savez-vous ce qu'il donnerait aux petits porteurs de fonds russes ?

— Je ne demande qu'à l'apprendre, fis-je avec intérêt. Car je suis moi-même un de ces petits

porteurs. J'ai hérité d'un vieil oncle, qui avait confié au tsar la plus grande partie de ses économies. Il avait grande confiance dans le papier imprimé : il croyait dur comme fer au « Petit Père », au « pouvoir fort », à la « Russie invincible »... et naturellement j'ai dû l'aider dans ses vieux jours. Vous comprenez, je serais curieux de savoir combien je toucherai...

Combien toucheront les petits porteurs

— Avant la guerre, dit le haut fonctionnaire, le tsar versait chaque année 400 millions de de francs-or à nos rentiers français. Quand je dis qu'il les « versait », je n'affirme pas qu'il les déboursait. Car tous les trois ou quatre ans, il contractait sur notre marché un emprunt de 1.200 millions qu'il laissait dans les banques, et sur lequel celles-ci payaient les coupons.

— En somme, il nous payait avec notre argent ! fis-je.

— Comme Rakowski, dit le boursier.

— Et comme nous ferons nous-mêmes pour nos dettes de guerre en Amérique, continua le haut fonctionnaire. Quoi qu'il en soit, la dette russe (fonds d'Etat ou garantis par l'Etat) représente une annuité de 400 millions de francs-or.

« Seulement il ne faut pas oublier que la Russie des Soviets n'a plus la même étendue

que la Russie des tsars. Elle a perdu de vastes territoires où se trouvaient des chemins de fer et autres entreprises construites avec de l'argent français. Il a été convenu que les nouveaux Etats, Esthonie, Lithuanie, Lettonie, Pologne, etc..., devront prendre leur part de la charge commune. On l'a estimée à 25 %. Les Soviets nous doivent donc seulement 300 millions.

« D'autre part, parmi les titres placés en France, un cinquième n'ont pas été produits devant la Commission chargée de préparer le règlement des créances, soit qu'ils aient été perdus, vendus à l'étranger, que sais-je ? De ce fait, 60 millions de francs-or de coupons ne seront pas réclamés. Il reste qu'en chiffres ronds l'annuité due par les Soviets se trouve réduite à 240 millions de francs-or.

— Et combien nous offrent-ils ?

— 60 millions de francs-or, soit un quart de la somme due.

— Eh bien ! demandai-je, j'ai du Russe 5 % 1906 ; combien toucherai-je ?

— Le quart, soit 1 fr: 50 (or).

— C'est-à-dire que je perdrai les trois quarts du revenu que j'ai hérité de mon oncle. C'est un scandale !

— Pardon, dit le haut fonctionnaire. Vous avez sans doute aussi trouvé, dans le portefeuille de votre vieil oncle, quelques rentes françaises

qu'il a payées en or avant la guerre, ou au début des hostilités, quand le franc n'était pas encore déprécié.

— En effet, j'ai de la rente française 5 % 1915.

— Bien. Comme l'Etat français n'a pas fait faillite, lui, vous touchez régulièrement votre coupon de 5 francs. Mais attention : ce ne sont pas des francs-or, ce sont des francs-papier ; et comme le franc-papier vaut aujourd'hui 1/5 de franc-or, ou 4 sous d'avant-guerre, vos 5 francs-papier ne valent que 1 franc-or.

« Mais si l'accord franco-soviétique est signé, votre 5 % russe vous donera 1 fr. 25 (or), c'est-à-dire 6 fr. 25 (papier). Alors, vos fonds russes vous rapporteront plus que vos rentes françaises d'avant-guerre.

— Etrange ! dans ce cas, j'aurais moins perdu à la révolution russe qu'à l'inflation française ?

— Hé oui !

Pour empêcher la spéculation

Notre hôte passait les cigares lorsque le boursier s'approcha du haut fonctionnaire.

— Le petit calcul que vous venez de faire m'intéresse fort, dit-il à mi-voix. Car je suis, moi aussi, porteur de fonds russes.

« Oh ! ce n'est pas que j'aie cru, comme

votre vieil oncle (ajouta-t-il en se tournant vers moi), aux boniments de la grande presse. Je sais trop comment on les inspire : et je me suis bien gardé de confier mon bel argent à notre « petit père » le tsar, et aux honorables grands-ducs qui le faisaient si bien rouler à Monte-Carlo.

« Mais quand j'ai vu, après la révolution, les fonds russes tomber à rien, j'ai pensé qu'un jour ou l'autre on liquiderait cette faillite, et que les créanciers finiraient par toucher quelque chose, si peu que ce soit.

« Alors j'ai acheté un gros paquet de 5 % russe 1906, à raison de 20 francs-papier l'un dans l'autre.

« Jusqu'ici, naturellement, je n'ai jamais rien touché. Mais si, comme vous dites, en vertu du plan de Monzie-Rakowski, les Soviets versent 1 franc-or par titre, mes 20 francs de capital me rapporteront 6 fr. 25 (papier), soit du 30 % !

— Vous êtes trop gourmand ! répliqua le haut fonctionnaire. D'abord, vos titres, à vous, ne recevront pas un intérêt de 6,25. Le plan de Monzie-Rakowski fait une *discrimination* entre les porteurs qui ont payé leurs titres en or avant la guerre (comme le vieil oncle de monsieur), et ceux qui les ont achetés en francs-papier depuis la débâcle.

— Pardon ! interrompit le boursier, cela est inadmissible ! Je produis un titre à la faillite. En l'achetant au premier souscripteur, j'ai accepté un risque dont celui-ci ne voulait plus. Il est juste que j'en aie le profit. Votre « discrimination » est antijuridique.

— Peut-être, mais elle est juste. Car si tous les porteurs anciens et nouveaux étaient mis sur le même pied, les petits épargnants d'avant-guerre, qui ont payé leurs titres aux environs de 100 francs-or, se trouveraient perdre les trois quarts de leur capital, tandis que les spéculateurs, qui ont acheté les leurs à 20 francs-papier, tripleraient leur fortune !

— Ce serait un scandale ! m'écriai-je.

— Absolument. Aussi la délégation française ne l'a pas admis. D'accord avec les Soviets, il a été convenu que les 60 millions seraient versés à une Caisse autonome contrôlée par l'Etat. Tous les porteurs qui pourront certifier qu'ils ont acheté leurs titres russes avant la guerre recevront à peu près le quart de leur revenu normal en or. Les autres se partageront le reste.

« D'ailleurs, ne vous plaignez pas trop, ajouta le haut fonctionnaire. Car beaucoup des petits porteurs, malheureusement, ne pourront pas prouver qu'ils ont acheté leurs titres au temps du franc-or. Aussi n'a-t-on pas pu réduire trop le revenu de la seconde catégorie. On prévoit

que ces derniers (et vous-même) toucheront environ 4 francs papier. »

Aussitôt le boursier tira un carnet de sa poche et fit un rapide calcul.

— Aujourd'hui, dit-il, la rente française 5 % cote 76,40. A ce compte, un revenu de 4 francs-papier vaudrait en Bourse 61 francs. Comme j'ai payé mes titres 20 francs, je puis tripler mon capital ! Décidément, ce Rakowski n'est pas un si mauvais garçon qu'on nous le dit !

— Ne vous emballez pas ! répliqua le haut fonctionnaire. Vous comptez comme si le crédit des Soviets devait égaler tout de suite le crédit de l'Etat français. Ce n'est pas exact. Beaucoup de gens se demanderont si les versements seront toujours faits régulièrement, et les acheteurs tiendront compte des risques.

« Admettons que votre 5 % russe monte seulement à 50 francs; avec un coupon de 4 francs, cela représente pour vous du 8 %.

« C'est assez raisonnable, avouez-le.

« Quant aux souscripteurs d'avant-guerre, avec un revenu de 6 fr. 25, leurs titres, dans les mêmes conditions, approcheront de 78 francs, ce qui est à peu près le cours de la rente française. *En somme, les petits porteurs de fonds russes toucheront un intérêt un peu plus fort que les porteurs de rentes françaises et à peu*

près autant en capital. Avouez qu'ils ne sauraient demander plus. »

L'industriel, le boursier et moi-même approuvâmes, et l'arome d'une parfaite fine champagne nous parut à tous plus agréable.

Mais notre hôte, tout en chauffant son verre de sa main bien fermée, nous contemplait avec un sourire narquois et apitoyé.

Pas d'avances en espèces

— J'admire votre confiance, dit-il enfin. Tout cela est, assurément, fort bien calculé. Mais tout votre raisonnement suppose que l'annuité convenue sera régulièrement payée. Pouvez-vous croire sincèrement que les communistes russes vous verseront 60 millions d'or par an ? Et d'abord, où prendraient-ils cette somme ?

— C'est tout simple, répondit le boursier, ne leur prêterons-nous pas 100 millions par an ?

— C'est cela, dit l'industriel. Ils nous payeront nos intérêts avec notre argent, comme le tsar. Belle opération, en vérité !

— Mais c'est justement ça, répliqua le boursier, qui la rend excellente. Car enfin, vous pensez bien que si le gouvernement français consent à avancer 100 millions de francs-or à la Russie pendant six ans, c'est à condition que le service de la dette sera fait régulièrement ;

et les Soviets n'hésiteront pas à prélever sur ce crédit les 60 millions nécessaires, par peur de voir cesser les avances — qui leur laissent tout de même 40 millions d'or net. Je suis donc sûr de toucher pendant six ans 4 francs de rente pour chaque titre que j'ai payé 20 francs. En cinq ans, mon capital m'est complètement remboursé.

— Oui, mais après ? si les Soviets, ayant encaissé les 600 millions, ne versent plus rien ?

— Attendez. La cinquième année, nous organisons une campagne de presse — comme au temps du tsar. Les grands journaux expliquent au public que les Soviets, ayant régulièrement payé les annuités pendant cinq ans, sont désormais dignes de confiance, que le gouvernement de Moscou s'assagit, etc... Vous savez combien les petits épargnants sont dociles aux suggestions de la grande presse. Le Russe consolidé monte rapidement à 50 francs. Je vends à ce cours mes titres que j'ai payés 20 francs-papier. Et comme mon capital est déjà amorti, je liquide mes 1.000 titres pour 50.000 francs, ce qui est du bénéfice net !

— Bravo !

— Magnifique !

— Génial !

— Oh ! c'est de la pratique courante, dit le boursier prenant un air modeste. Pour un spé-

culateur avisé, il n'y a pas de mauvaises affaires!

— Il n'y en a que pour les gogos, fis-je.

Mais le haut fonctionnaire intervint.

— Je suis fâché, dit-il, de souffler sur votre enthousiasme. Mais les Soviets ne pourront pas payer vos coupons avec les avances que leur fera l'Etat. Il est stipulé formellement dans l'accord franco-soviétique que les avances consenties aux Soviets devront être employées exclusivement en achats à l'industrie française.

« L'Etat se fera ouvrir chaque année un crédit de 100 millions de francs-or dans les banques françaises. Celles-ci acquitteront làdessus les factures dûment contrôlées des livraisons faites aux Soviets.

« L'argent passera donc directement de nos banques dans la caisse de nos industriels. Les Soviets n'en verront jamais un centime. Ils ne recevront que des machines agricoles, des tissus, etc...

— Bah ! ils sont bien capables de revendre tout cela au rabais, a dit un journal, afin de se procurer des ressources liquides !

— Admirable ! s'écria le haut fonctionnaire. Voyez-vous les Soviets mettant nos machines agricoles au Mont-de-Piété pour payer 300 millions de coupons ! Evidemment, une telle opération, en admettant qu'elle soit faisable, ne passerait pas inaperçue. Et les crédits seraient

immédiatement suspendus. Est-il possible d'abuser ainsi de la naïveté des lecteurs ! Encore une fois, les Soviets ne toucheront pas un centime en espèces. Ils ne pourront donc, avec nos avances, ni payer leurs coupons...

— Je le regrette, dit le boursier.

— Ni fomenter la Révolution...

— Je m'en félicite, dit notre hôte.

— Pourtant, répliqua le boursier, la presse affirme le contraire tous les jours.

— Eh ! cher monsieur, vous laisseriez-vous prendre, vous aussi, à ses boniments, comme un simple gogo ?

Il y eut un moment de silence, pendant lequel chacun pensa au beau coup de bourse impossible.

Les crédits industriels

Cependant le grand industriel, qui jusqu'alors n'avait rien dit, fumant silencieusement son cigare, s'approcha du haut fonctionnaire.

— Avez-vous, demanda-t-il, des précisions concernant ces crédits à la Russie ?

— Il y a eu un accord général sur la bases suivantes : la France garantit aux Soviets une

avance de 600 millions de francs-or (1) en six versements annuels de 100 millions, espacés entre 1928 et 1934.

« Les deux tiers, soit 400 millions, seront employés en achats (en France naturellement) de machines pour l'industrie, les transports et l'agriculture ; un tiers, soit 200 millions, en achats de matières premières, laine, liège, coton, métaux, etc..., provenant de la métropole ou des colonies françaises.

« La liste des commandes devra être approuvée par le gouvernement français, qui n'autorisera les paiements que s'il s'agit d'objets servant à la production. En francs-papier, cela représente 3 *milliards* de commandes pour l'industrie et le commerce français.

— Cela m'intéresse au plus haut point, confia l'industriel. Vous savez que j'ai d'importantes usines dans le Nord et l'Est de la France ; et je ne vous cache pas que les affaires ne sont pas brillantes. Notre industrie traverse une crise beaucoup plus grave que ne disent les officiels ; et si elle devait continuer... on pourrait assister

---

(1) Le chiffre de 600 millions est celui que proposent les Soviets. Jusqu'ici, la délégation française n'a accepté que le chiffre de 300 millions. Nous avons basé nos calculs sur le chiffre le plus élevé, parce que s'il est prouvé que les Soviets peuvent payer les intérêts et donner des « gages réels » pour un capital de 600 millions de francs-or, à plus forte raison pourraient-ils assumer la charge d'un crédit deux fois moindre.

dans nos grandes villes à des grèves et des troubles sociaux.

« Il est certain que si l'on pouvait compter sur ces 3 milliards de commandes, les choses s'amélioreraient.

— Oui, mais nos industriels sont-ils sûrs d'être exactement payés pour leurs fournitures ?

— D'autant plus sûrs qu'ils seront payés en argent français déposé dans nos banques. Ces fameuses avances, le public se figure qu'elles seront faites en billets de banque remis au gouvernement de Moscou. C'est une erreur. Ce sont en réalité de simples *ouvertures de crédit* faites dans nos banques par l'Etat français au nom de l'U. R. S. S.

« Chaque fournisseur, ses livraisons une fois faites et acceptées par le délégué des Soviets, présentera sa facture à la banque désignée pour les paiements,et celle-ci règlera le compte à la date convenue.

« Ainsi l'argent français ira directement de nos banques dans la caisse de nos industriels sans passer par le Trésor soviétique. Pas un centime des crédits ne pourra être détourné de sa destination. Et les 3 milliards prévus profiteront intégralement à notre commerce et à notre industrie.

— Ce serait pour nous le salut ! déclara l'in-

dustriel. 600 millions de commandes par an, judicieusement réparties entre les industries d'exportation les plus atteintes, c'est pour elles une activité normale à peu près rétablie ; c'est le moyen d'attendre et de préparer la réouverture des marchés extérieurs amoindris ; c'est 400 millions de salaires distribués dans nos grandes villes industrielles ; c'est pour 400.000 ouvriers le retour à un étalon de vie à peu près normal. C'est la paix sociale assurée dans nos cités...

— Avec la collaboration du gouvernement de Moscou ! insinuai-je.

— Avouez que c'est assez ingénieux ! conclut le fonctionnaire. En vérité, je ne comprends pas qu'un tel accord suscite des résistances si passionnées dans les milieux conservateurs.

L'État donne sa garantie, mais ne débourse rien

— Tout cela est admirable, en effet, fis-je. Mais il y a dans cette combinaison quelque chose que je ne comprends pas clairement. Je vois bien que les Soviets recevront du matériel français ; je comprends bien que les fournisseurs français recevront de l'argent français. Mais je ne vois pas d'où viendra cet argent. L'Etat sans doute le sortira de sa poche, —

c'est-à-dire de la nôtre, à nous simples contribuables ?

— Voici, schématiquement, le mécanisme de l'opération.

« En 1928, le gouvernement français se fait ouvrir dans les banques un crédit de 100 millions de francs pour six ans ; en 1929, un deuxième crédit de 100 millions pour la même durée ; et ainsi de suite chaque année jusqu'en 1933. A ce moment seulement, le total atteint 600 millions.

« Il ne demeure d'ailleurs qu'une seule année à ce chiffre. Car à partir du 1er janvier 1934, les remboursements commencent à raison de 100 millions chaque année, ce qui fait que les crédits vont en diminuant pour atteindre zéro au 1er janvier 1939.

— C'est donc l'Etat français qui emprunte ?

— Oui, mais ce sont les banques qui prêtent. Et c'est l'U. R. S. S. qui paye les intérêts et assure le remboursement.

— Alors, demanda le boursier, à quoi sert l'Etat dans tout cela ? Pourquoi les Soviets ne traitent-ils pas directement avec les banques ?

— Parce qu'il leur en coûterait beaucoup plus cher ! Vous comprenez bien que les banques prêteront volontiers à l'Etat français à 7 % ou 8 % avec les frais ;mais s'il s'agit des

Soviets, dont le crédit est bien moins bon, elles exigeront facilement 12 ou 15 %.

— Eh bien, tant mieux ! ce sera autant de pris sur l'ennemi.

— Pardon, répliqua l'industriel, ce sera autant de pris sur l'industrie française. Car plus les courtages des banques seront élevés, moins il restera de commandes pour nous.

— C'est exact, dit le haut fonctionnaire ; or ce qu'a voulu la délégation française, c'est justement procurer le plus de débouchés possibles au travail français.

— N'empêche que vous donnez gratuitement aux Soviets le bénéfice de la garantie de l'Etat. Sur la différence des taux d'intérêt qui en résulte, c'est un cadeau de 100 millions au moins que vous leur faites.

— En marchandises, ne l'oubliez pas ! C'est donc 100 millions de fournitures de plus pour nous, répliqua l'industriel.

— Au reste, reprit le haut fonctionnaire, l'Etat aussi y trouvera son profit. Le capital prêté aux Soviets ne rapportera pas seulement les 8 % d'intérêts prévus. Placés en commandes à l'industrie et au commerce français, les 3 milliards de francs-papier donneront au moins 10 à 15 % de bénéfice aux industriels, ils procureront aux ouvriers des augmentations de salaires qui se traduiront par des achats chez les commer-

çants. Sur tout cela, le fisc prélèvera sa part par le moyen des impôts sur le revenu, sur le chiffre d'affaires, sur la consommation, etc... Or, tout cela se trouve en définitive incorporé dans les factures payées par le client étranger. C'est donc un profit net pour le Trésor comme pour le pays.

« Au reste, l'Etat, comme je vous l'ai dit, ne débourse rien ; il assure seulement à nos industriels qu'ils seront payés de leurs livraisons, à nos banquiers qu'ils seront remboursés exactement à l'échéance. C'est une simple garantie, une sorte d'*aval* s'exerçant au profit de notre production. C'est, si vous le voulez, une forme de l'assurance-crédit.

Les Soviets payeront les intérêts sur l'excédent de leurs ventes en France

— Fort bien, dis-je ; mais le propre d'une compagnie d'assurances est d'endosser les risques.

« Si nos clients payent régulièrement leurs échéances, tout va bien, et la France fait une excellente affaire.

« Mais s'ils se dérobent, c'est l'Etat — c'est-à-dire les contribuables — qui devront rembourser les banques et payer les commandes. Etes-vous sûr que les Soviets payeront régu-

lièrement les intérêts ? Etes-vous sûr qu'ils rembourseront à l'échéance les sommes prêtées ?

« Pour moi, ces créanciers bolcheviks ne m'inspirent qu'une médiocre confiance. Les communistes ne manifestent pas d'ordinaire un respect particulier pour l'argent des capitalistes. Et s'ils s'avisaient, après livraison de toutes nos commandes, de déclarer qu'ils ont « nationalisé » nos machines, comme ils ont « nationalisé » nos usines en U. R. S. S., vous auriez fait un cadeau de 3 milliards aux gens de Moscou, — aux frais des contribuables français dont ils se moquent de tout leur cœur.

— Vous avez parfaitement raison, répondit le haut fonctionnaire. Aussi, comme toute bonne société d'assurances, l'Etat français — ou du moins la délégation chargée de défendre ses intérêts — s'est préoccupé de couvrir ses risques.

« En ce qui concerne les intérêts, la solution est très simple :

« Pendant les dix premiers mois de l'exercice 1926-27, les Soviets ont vendu chez nous pour 84 millions de roubles-or de marchandises; ils en ont acheté seulement pour 20 millions de roubles. Il reste donc un disponible d'au moins 60 millions de roubles, soit 30 millions de dollars ou 150 millions de francs-or.

« Cet excédent est représenté par des traites

commerciales tirées par les trusts de l'Etat soviétique sur leurs clients français, acceptées par ceux-ci et escomptées par les banques.

— Et que font-ils de ces traites ?

— Ils s'en servent généralement pour payer leurs achats de coton, leurs tracteurs et autres founitures aux Etats-Unis, qui eux leur vendent beaucoup plus qu'ils ne leur achètent.

— Alors, notre bel argent sort de France pour procurer des commandes aux Américains ?

— Très exactement. Et voilà ce que c'est que de bouder des clients sous prétexte que leurs idées politiques ou sociales diffèrent des nôtres. Les Américains sont plus pratiques : ils combattent les communistes de chez eux — et avec quelle vigueur ! — mais ils font volontiers des affaires avec ceux du dehors. Eh bien ! ces traites tirées sur des maisons françaises peuvent parfaitement servir à payer les intérêts de nos avances.

— Mais y en aura-t-il assez ?

— Calculons, dit le haut fonctionnaire. Admettons que les Soviets reçoivent un crédit de 600 millions de francs-or, à raison de 100 millions par an pendant six ans. Admettons un intérêt de 8 %, fort élevé pour un crédit garanti par l'Etat français. Les échéances passeront progressivement de 8 millions de francs-or la première année à 16 millions la seconde, 24 la

troisième, etc..., pour atteindre 48 millions en 1934.

« A partir de ce moment, comme les Soviets devront rembourser 100 millions par an, les intérêts décroîtront proportionnellement de 8 millions par an, pour tomber de 48 millions en 1934 à 8 millions en 1838 et zéro en 1939.

« Ajoutez à cela les 60 millions de francs-or que le gouvernement soviétique s'est engagé à verser chaque année aux porteurs de fonds russes. Vous trouverez qu'entre 1928 et 1939 les Soviets auront à verser une annuité totale variant entre 68 millions et 108 millions de francs-or.

« Mais vous avez vu que cette année, l'excédent de leur balance commerciale (pour dix mois) est chez nous de 150 millions de francs-or. Nous avons donc, en France même, tout ce qu'il faut pour assurer nos annuités.

— Et comment se feront les versements ?

— Très simplement. Supposez que les Soviets aient vendu pour 5 millions de blé à la maison Durand et Cie, comme ils le font journellement. Le Commissariat bolchevik, au fur et à mesure des livraisons, tire des traites à trois mois sur cette maison, selon l'usage ordinaire du commerce, et les dépose dans une banque française pour l'encaissement. En vertu de l'accord franco-soviétique, le même Commissaire russe

écrit au dos des traites : « Payez à l'ordre du Trésor français », et signe. Lorsqu'arrive l'échéance, la banque encaisse les traites chez M. Durand et porte la somme au compte de l'Etat français. Vous pensez bien que la maison Durand n'a aucune envie de se dérober au paiement. Elle risquerait d'ailleurs d'être mise en faillite. Quant à l'Etat, il encaisse directement chez les importateurs français, et en francs français, les sommes qu'il doit verser ensuite aux petits porteurs.

« Vous voyez bien que les Soviets ne pourront se soustraire à l'exécution de leurs engagements.

Les crédits seront gagés sur des marchandises

— C'est parfait, dis-je. Et je conviens qu'en ce qui concerne les intérêts, il n'y a rien à craindre. Mais, à partir de 1934, les Soviets auront à rembourser le capital à raison de 100 millions de francs-or chaque année. Le feront-ils ? Voilà toute la question.

— Elle est sérieuse ! insista le boursier. Car, à ce moment-là, toutes les livraisons seront faites ; nos machines, nos tissus seront à Moscou, dans l'Oural ou au Caucase. Et s'il plaît à M. Staline de ne pas rembourser, irons-nous les reprendre ?

« Je sais bien, cher monsieur, ajouta-t-il en

se tournant vers l'industriel, que vous vous en laverez les mains. Comme vous aurez été payé depuis longtemps en bel argent français, vous ne risquerez plus rien. Mais c'est nous, contribuables, qui devrons rembourser les avances des banques. L'industrie aura eu 3 milliards de commandes, mais c'est la France qui en aura fait les frais.

— Et les Bolcheviks auront eu nos marchandises pour rien ! Ce sera pour eux une agréable « reprise sur la bourgeoisie » !

— Après tout, ils sont communistes : ils auraient bien tort de ne pas profiter de l'occasion.

— Je vais plus loin, insistai-je, je suppose qu'ils soient de bonne foi ; et qu'ayant besoin de crédits, ils s'efforcent loyalement de tenir leurs engagements. Mais même s'ils veulent rembourser, le pourront-ils? J'en doute; d'après ce que vous avez dit vous-même, en 1934, ils devront verser, à titre de remboursement, une première tranche de 100 millions de francs-or, — à laquelle il faudra ajouter 48 millions pour les intérêts sur les 600 millions avancés, — plus les 60 millions de coupons à verser aux rentiers.

« Cela fait une échéance de 208 millions de francs-or.

« Mais, d'après vos calculs, l'excédent de leur balance commerciale est de 150 millions seule-

ment. Je sais bien : si les Soviets effectuent les amortissements annuels prévus, les intérêts à payer diminueront en conséquence, et l'annuité baissera à 200, 192, 184, etc..., pour arriver à 168 millions en 1938, et retomber à 60 seulement en 1939, quand tout sera remboursé.

« Tout de même, il restera, pendant toute la période 1934-1939, un découvert qui peut atteindre, d'après vos calculs, de 18 à 88 millions de francs-or.

— Ce n'est pas tout, insista notre hôte. Vous supposez que l'excédent de la balance commerciale des Soviets en France restera à 150 millions de francs. Mais qui vous assure qu'elle se maintiendra à ce niveau pendant six ans ?

— On peut l'espérer, répliqua l'industriel, car leurs exportations chez nous augmentent avec une vitesse extraordinaire : de 65 millions de francs-or pendant les neuf premiers mois de l'exercice 1924-25, elles ont passé à 210 pendant les dix premiers mois de 1927.

— Oui, mais si les achats soviétiques augmentent plus vite encore — et vous devez le souhaiter — l'excédent disponible en sera quand même diminué, et votre découvert augmentera d'autant.

— Et puis, ajoutai-je, il peut se produire une crise économique en Russie, de mauvaises récoltes, une famine, que sais-je ? Non, voyez-

vous, il y a trop d'aléas dans ces prévisions ! On ne peut pas engager l'argent des contribuables sur des *hypothèses*.

— Aussi la délégation française l'a-t-elle engagé sur des *hypothèques* ! répliqua le haut fonctionnaire.

« Vous savez que les Soviets vendent chez nous, comme dans toute l'Europe, de grandes quantités de céréales, de lin, de bois, de pétrole, etc... Chaque fois que l'Etat leur ouvrira un crédit de 100 millions, il exigera qu'ils placent en entrepôt dans nos ports une quantité de marchandises au moins égale à la valeur de la somme avancée; et nous prendrons hypothèque sur ces marchandises. C'est l'opération courante du *warrant*.

« A mesure qu'ils rembourseront, l'hypothèque sera levée ; ils pourront disposer à leur gré des produits *warrantés* et les vendre à volonté en France ou ailleurs. Mais s'ils ne payent pas à l'échéance, nous saisissons ces marchandises et nous les liquidons jusqu'à concurrence de la somme due à l'Etat.

— Mais, dit l'industrile, avons-nous le droit de faire cela ? Il me semble que l'Etat ne pourrait pas saisir des marchandises allemandes dans nos entrepôts, même pour payer les réparations.

— J'en conviens, dit le haut fonctionnaire,

parce que ce sont des biens privés. Mais en Russie, vous le savez, l'Etat a le monopole du commerce extérieur. Toutes les marchandises russes en dépôt chez nous sont propriété de l'Etat soviétique : en cas de non payement, elles peuvent donc être saisies. Aucun gouvernement au monde ne peut donner de pareils gages.

— En ce cas, l'Etatisme à du bon, dis-je.

— Surtout pour les créanciers ! ajouta notre hôte.

Le meilleur gage : le pétrole

— J'entends bien, dis-je, que tous les crédits consentis aux Soviets sont garantis par des dépôts de marchandises. Mais quels sont les produits qui nous serviront de gages ? Le blé, le lin sont des biens périssables qui ne peuvent être gardés très longtemps ; le bois n'a pas un marché très large.

— Le *warrant* idéal, répondit le haut fonctionnaire, c'est le pétrole. Il peut être stocké en grandes quantités. Il peut se conserver indéfiniment. Or, précisément, la Russie a toujours été l'un des principaux producteurs du monde. En ce moment même, les Soviets ont ramené la production au niveau d'avant-guerre ; et leur exportation dépasse maintenant le chiffre de 1913.

« Rien de plus simple que d'exiger la mise en

réservoir dans nos ports de quelques milliers de tonnes de naphte. En cas de non-paiement des échéances, rien de plus facile que de saisir ce naphte et de le vendre en France, où notre sol ne produit pas 4 % de ce qui est nécessaire à notre consommation.

— Alors, vous voulez faire de l'Etat un marchand de pétrole ?

— Pourquoi pas, après tout ? N'étudie-t-on pas en ce moment à la Chambre un projet de monopole des importations ? D'ailleurs, l'Etat aurait d'autant plus de facilité à écouler ce pétrole qu'il est lui-même grand consommateur de ce combustible. Tous nos croiseurs, nos torpilleurs, nos sous-marins sont chauffés au mazout ; il faut de l'essence pour les tracteurs et les camions de l'armée, les moteurs de l'aviation.

« Et vous savez que nous achetons tout cela à l'étranger...

— D'accord, s'écria le boursier. Que nous l'achetions à Sir Deterding, de la *Royal Dutch*, ou à M. Teagle, de la *Standard Oil*, ou à d'autres messieurs respectables et distingués, il n'y a rien à dire. Mais du pétrole bolchevik pour la marine française ! Ah ! vous en avez de bonnes ! Non ! voyez-vous nos capitaines de vaisseaux, nos amiraux, avec toutes leurs décorations, recevant sur les quais de Toulon le mazout du

« camarade » Serebrowski, coreligionnaire du quartier-maître Marty ? Mais ces braves militaires en feraient une maladie !

Et le boursier partit d'un franc éclat de rire. Mais le haut fonctionnaire n'en parut pas démonté.

— Si ce spectacle vous amuse, dit-il en souriant, vous pouvez le contempler dès maintenant dans nos grands ports du Midi. Car depuis plus d'un an, le ministre de la Marine a passé de grosses commandes de mazout chez les les Soviets. Oh ! tout simplement parce que, à qualité égale, il coûtait moins cher que celui des Anglo-Saxons.

— Ainsi, nos cuirassés sont chauffés avec le pétrole bolchevik ?

— Rassurez-vous, ce pétrole ne contient pas de microbes communistes, et la maladie bolcheviste ne se propage pas par les pipe-lines.

— Cela est extraordinaire !

— Non. C'est naturel. L'intérêt du Trésor avant tout. Or, précisément parce que le pétrole russe est bon marché, nos importations croissent avec une grande rapidité. Depuis deux ans, nos achats ont plus que doublé, passant de 118 millions pendant les neuf premiers mois de 1924-25 à 250 millions pendant les dix premiers mois de 1926-27. Nous

pouvons donc, sans difficulté comme sans risques, constituer dans nos ports de vastes réserves de pétrole. J'ajoute que la défense nationale n'aurait qu'à y gagner.

— Comment cela ?

— Vous savez que, pendant toute la guerre, et jusqu'à ces derniers temps, notre armée, notre marine et notre aviation, pour les approvisionnements de leurs moteurs, ont été tributaires des trusts anglais et américains. Supposez que nous ayons un conflit avec nos anciens alliés de Londres ou de New-York, ou plus simplement avec un de nos aimables et charmants voisins, — l'irascible Mussolini, par exemple, — et que les gouvernements britannique et américain nous désapprouvent (ce qui peut arriver). Il leur suffirait d'arrêter leurs fournitures de pétrole pour immobiliser dans nos ports et sur nos frontières nos croiseurs, nos sous-marins, nos camions, nos avions, etc...

— Mais alors, notre sécurité nationale est précaire et l'indépendance de notre politique n'est qu'une apparence !

— Heureusement, le gouvernement a compris le danger. Une loi récente oblige toutes les sociétés pétrolières admises sur notre marché à constituer dans nos ports une réserve proportionnelle à leurs importations. Grâce à cette précaution, nous disposons d'un stock de pétrole

capable, dit-on, d'assurer les besoins de notre défense pendant quatre mois.

— Quatre mois, ce n'est pas beaucoup ! soupira notre hôte.

— En effet ; par bonheur, les fournitures croissantes de pétrole russe nous rendent plus indépendants à l'égard des Anglo-Saxons. Et si désormais, grâce à l'accord franco-soviétique, nous constituons sous forme de warrant une grosse réserve de naphte russe, nous ferons coup double : tout en assurant le remboursement de nos avances, nous assurerons la liberté du mouvement de nos flottes et de nos armées. Et nous renforcerons notre défense nationale...

— Avec le concours des bolchevicks ! s'écria le boursier.

Il y eut un éclat de rire général.

— La vie a de ces ironies ! conclut le haut fonctionnaire.

Nécessité des crédits à l'exportation

— En somme, dis-je, si je comprends bien : ces soi-disant crédits à la Russie sont en réalité des crédits à notre industrie.

— Très exactement, répondit le haut fonctionnaire. Vous pensez bien que, dans l'état déplorable où l'inflation a mis notre épargne, nous n'avons pas d'argent à jeter par les fenêtres. Le peu de capitaux qui nous reste,

nous devons le garder pour assurer du travail à nos ouvriers.

— Mais est-il besoin pour cela de les prêter à l'étranger ?

— Hélas ! oui. Vous savez bien qu'en dépit de ce que croient beaucoup de gens, la France ne se suffit pas à elle-même. Elle doit acheter chaque année au dehors des quantités considérables de blé, de charbon, de pétrole, de coton, de laine, etc..., que son sol ne produit pas ou produit en quantités insuffisantes. Or, elle ne peut payer ses importations qu'avec ses exportations.

« Tous les grands pays industriels d'Europe sont d'ailleurs dans le même cas. Avant la guerre, ils vendaient une quantité énorme de marchandises dans les pays d'outre-mer, et particulièrement en Amérique. Mais aujourd'hui les Etats-Unis, non seulement n'importent plus d'Europe des produits fabriqués (à part quelques objets de luxe), mais encore ils sont devenus exportateurs et envahissent de plus en plus les marchés de l'Extrême-Orient et de l'hémisphère austral. La Grande-Bretagne a beaucoup de mal à défendre contre eux le marché de ses Dominions et de ses colonies ; et elle tend à nous le fermer le plus possible à l'aide de tarifs préférentiels.

Si bien que nous autres, continentaux, nous

serons obligé de plus en plus de nous rabattre vers les pays de l'Europe orientale : la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, les Balkans et aussi la Russie. Ce sont des pays très peuplés, dont le sol et le sous-sol peuvent donner toutes les denrées et les matières premières qui nous manquent. Il ne leur faut pour cela que des machines et des moyens de transport, que précisément nous fabriquons en quantités surabondantes.

« Malheureusement, les habitants de ces pays sont pauvres et ne peuvent payer l'outillage qui leur est si nécessaire.

« Avant la guerre, leurs gouvernements y suppléaient en lançant de vastes emprunts sur les places de Londres, Paris, Berlin, Amsterdam, etc... Mais tous ont été appauvris par la guerre : leurs finances sont si obérées qu'ils ne pourraient emprunter qu'à des taux quasi prohibitifs. Alors il est devenu nécessaire, sous peine d'aggraver chez nous la crise des débouchés et par conséquent le chômage, de substituer au crédit de l'Etat *importateur* celui de l'Etat *exportateur*.

« Les industriels anglais les premiers l'ont compris: ils ont fait voter par le Parlement une loi autorisant le gouvernement à garantir les emprunts faits pour payer les commandes passées à l'industrie nationale par les pays

étrangers. Et c'est grâce à ces crédits qu'ils ont ramené leurs exportations au niveau de 1913.

— Sans doute, fis-je, mais ce n'est pas à la Russie qu'ils ont fait des avances.

Les crédits allemands aux Soviets

— Pas encore, répliqua le haut fonctionnaire. Mais l'Allemagne les a devancés. L'année dernière, elle a consenti aux Soviets un crédit de 360 millions de mark-or, soit plus de 2 milliards de francs-papier.

— Où diable, demandai-je, les Allemands ont-ils pris tout cet argent ?

— Entendons-nous bien : il ne s'agissait point d'argent, mais de crédits en marchandises (machines, produits chimiques, tissus, etc...) fournies par l'industrie allemande, et payables en denrées et matières premières, blé, bois, lin, pétrole, etc., dont le marché allemand a le plus grand besoin. Les avances, réparties sur quatre années, sont garanties jusqu'à concurrence de 60 % par le budget du Reich, des Etats et des communes. Aussi les risques des prêteurs sont nuls, et la somme prévue a été facilement trouvée.

« Ce n'est pas tout. Les industriels allemands, qui ont grand besoin de commandes,

ont ouvert eux-mêmes, aux organisations commerciales soviétiques, des crédits à court terme pour environ 400 millions de marks-or, représentés par des traites à neuf, douze et seize mois. Les banques allemandes les escomptent volontiers, parce que l'Etat, pour faciliter les exportations, leur accorde sa garantie. Et quand les banques allemandes manquent de capitaux, on m'assure qu'elles apposent sur ces traites leur signature et les font *réescompter* par les banques anglaises ou américaines, enchantées de prêter leur argent sur des effets de commerce si bien garantis.

— En sorte, dit le boursier, que ce sont en fin de compte les capitaux anglais qui financent la reconstruction russe et servent à procurer des commandes à l'industrie allemande ! N'est-ce pas admirable ?

— Il en est souvent ainsi, confirma le haut fonctionnaire.

« Au total, le montant des crédits accordés aux Soviets par l'Allemagne — ou par son intermédiaire — s'élève actuellement à environ 800 millions de marks-or, soit plus de 4 milliards et demi de francs.

« Et voyez le résultat. Grâce aux commandes que représente une pareille somme, les industries allemandes ont repris leur activité ; le nombre des chômeurs, qui atteignait 1.700.000

l'année dernière, est tombé à 400.000 ; les charges énormes qui pesaient sur le budget du fait des allocations ont diminué ; les ouvriers, recevant des salaires normaux, les actionnaires, touchant des dividendes, ont augmenté leurs dépenses ; le marché intérieur a recouvré son pouvoir d'achat ; les industries domestiques en ont profité tout autant que les industries d'exportation. Et l'Allemagne se relève avec une rapidité dont le monde entier est étonné.

— Si c'est vrai, c'est merveilleux ! m'écriai-je. Mais où avez-vous pris ces renseignements ?

— Oh ! dans la presse anglaise elle-même ; lisez le *Daily Telegraph* du 5 octobre dernier.

Les banquiers de Londres offrent 10 millions de livres sterling

— En vérité, cela fait rêver ! dit à mi-voix notre ami l'industriel.

— Précisément, ajouta le fonctionnaire, cela a fait rêver les banquiers de Londres. Ils se sont dit qu'au lieu d'avancer, par l'intermédiaire des banquiers berlinois, de l'argent aux Soviets pour leurs achats en Allemagne, ils feraient beaucoup mieux de prêter leurs capitaux directement aux gens de Moscou en réservant les commandes pour les industries britanniques. C'est ainsi qu'en mai dernier la *Midland Bank* de Londres décida d'ouvrir à son tour aux

Soviets un crédit de 10 millions de livres sterling (1.240 millions de francs).

— Qu'est-ce que cette banque-là ? demandai-je.

— Oh ! répondit le boursier, ce n'est pas une officine d'aventuriers ou de « risque-tout », comme vous semblez le penser. C'est un des quatre plus grands établissements de crédit de la City, — quelque chose comme notre *Crédit Lyonnais*. Elle est dirigée par un homme qui n'a rien d'un bolchevik, puisque c'est M. Mac Kenna, ancien chancelier de l'Echiquier.

— Comment ! s'écria notre hôte, les financiers de la City n'ont pas hésité à offrir leur bel argent aux communistes !

— Rassurez-vous, ils ont pris leurs précautions. Il s'agissait, comme en Allemagne, de crédits en marchandises. Les livraisons devaient être contrôlées et ne comprendre que des marchandises de tout repos. D'ailleurs, il va de soi qu'à la première incartade les crédits pouvaient être immédiatement coupés.

— J'entends bien que les banquiers se sont arrangés de façon à sauvegarder leurs intérêts immédiats. Mais comment n'ont-ils pas compris, à Berlin comme à Londres, qu'en favorisant le développement et même la prospérité d'un Etat communiste, ils fortifient le mouvement révolutionnaire, aussi bien au dehors que

chez eux ? C'est d'une légèreté inconcevable !

— Ne vous troublez point, reprit en souriant le haut fonctionnaire. Les financiers anglais ont sans doute moins de penchant encore que nous pour la Révolution. Mais ils sont peut-être mieux renseignés. Il y a cinq ans, lorsque Lloyd George leur avait proposé de reconstruire l'Europe en commençant par la Russie, ils avaient répondu par un manifeste où ils posaient des conditions telles qu'elles équivalaient à un ultimatum adressé aux bolcheviks. Mais, depuis lors, bien des choses ont changé en Russie comme en Angleterre. Tout évolue en ce monde — même les révolutionnaires.

« Depuis six ans, on a pu voir le développement étonnant de la *Nouvelle Politique Economique* (la NEP, comme ils disent) inaugurée par Lénine : la propriété paysanne rétablie en fait, un système fiscal régulier remplaçant la réquisition communiste, le commerce privé autorisé, les emprunts d'Etat rétablis, la monnaie stabilisée, les industries d'Etat constituées en sociétés anonymes, le Conseil Economique fonctionnant comme un trust, sur le modèle de la *Royal Dutch* (ô Deterding !) ; enfin tout un réseau de banques d'affaires groupées autour d'une banque d'émission et escortées de Bourses du Commerce et des Valeurs, avec marché à terme et spéculation (ô Karl Marx !).

« Bref, nos bolcheviks, faute de mieux, ont reconstruit et adapté tant bien que mal à leur appareil politique tout l'appareil technique du capitalisme occidental. Dès lors, il n'y avait plus d'impossibilité matérielle à traiter avec eux.

La Russie des Soviets entre dans le circuit enropéen

« Or, les Commissaires du Peuple se trouvaient précisément avoir grand besoin du capital européen pour refaire leur outillage dont le mauvais état impose une production conduite dans les pires conditions : d'où des salaires très bas, et mécontentement des paysans.

« Pour sortir de cette situation dangereuse pour le régime, il n'y avait qu'un moyen : renouveler d'urgence l'outillage industriel par des achats à l'étranger. Et comme on n'avait pas assez d'argent, emprunter des capitaux aux banques européennes.

— Quelle leçon pour des communistes ! dit notre hôte.

— Eh oui ! il y a quelque chose de plus fort que la dictature du prolétariat, c'est la dictature des prix de revient.

— C'est d'ailleurs du pur marxisme, ce que vous dites là.

— Les gens de Moscou, qui ne sont pas bêtes, il faut en convenir, ont fini par s'en apercevoir ; et ils ont recherché le concours du capital européen.

« Or, précisément, nos pays d'Occident, trop fortement industrialisés, manquent de débouchés ; faute de clients, ils doivent entretenir à grands frais, et pourtant fort mal, des millions de chômeurs qui sont un danger social.

« Alors, fatalement, on devait finir par s'entendre.

— C'est admirable ! m'écriai-je. L'opération des crédits à l'U. R. S. S. est à double détente : les gens de Moscou donnent du travail à leurs ouvriers et consolident leurs régime ; et les Etats bourgeois raniment leurs affaires et consolident la paix sociale.

— Ajoutez qu'en favorisant le développement de la Nouvelle Politique Economique, les crédits européens amènent les Soviets à évoluer vers un régime économique et social de plus en plus semblable à celui de l'Occident. Ils font rentrer la Russie dans le circuit du capitalisme européen. Et, par là, ils diminuent d'autant le prestige révolutionnaire du régime soviétique. C'est le plus sûr moyen d'en finir avec la propagande communiste et d'assurer la paix sociale chez nous.

— S'il en est ainsi, dit l'industriel, qu'atten-

dons-nous pour imiter les Anglais et les Allemands ? Si nous continuons à bouder les Soviets, et si nous abandonnons le programme de crédits de la délégation française, nos concurrents vont rafler toutes les commandes et obtenir les meilleures concessions. Et nous arriverons, comme toujours, bon derniers !

La résistance des trusts pétroliers

Mais alors notre hôte l'interrompit :

— Il reste pour moi quelque chose qui n'est pas clair. Si l'entente financière avec les Soviets est si avantageuse, pourquoi le gouvernement britannique a-t-il rompu les relations diplomatiques avec eux ?

Le haut fonctionnaire haussa les épaules.

— Pétrole, dit-il simplemnet.

— Je sais bien, dit notre hôte, qu'on a beaucoup parlé de pétrole à l'occasion de l'affaire Rakowsky. Certains journaux ont même prétendu que le renvoi de l'ambassadeur des Soviets avait été imposé par Sir H. Deterding, chef de la *Royal Dutch*. Mais je ne vois pas bien ce que les pétroliers ont à voir là-dedans.

— C'est pourtant bien simple, répliqua le boursier. On nous a expliqué tout à l'heure que le meilleur gage que l'on puisse demander aux

Soviets, c'est leur pétrole. Donc, plus l'Angleterre, la France ou l'Allemagne prêteront d'argent aux Soviets, plus elles seront amenées à acheter du pétrole russe ; et — comme leur consommation totale n'en augmentera pas pour cela — moins elles achèteront de pétrole britannique ou américain. Voilà pourquoi les grands trusts, *Royal Dutch* et *Standard Oil*, sont si violemment opposés à la politique des crédits à la Russie.

— On a même dit que c'est Sir H. Deterding qui a provoqué la rupture diplomatique anglo-soviétique et l'échec de l'emprunt de la *Midland Bank*.

— C'est parfaitement exact (1). Alors, voyant que les crédits anglais devenaient pour le moment impossibles, les Soviets se sont retournés vers la France. Et c'est ainsi que M. Rakowsky a été amené à accepter l'une après l'autre toutes les conditions exigées par la délégation française. L'accord était à peu près complet au mois d'août, lorsque s'est déclenchée la violente campagne de presse que vous savez.

— Mais Rakowsky avait signé un manifeste révolutionnaire.

---

(1) Cette histoire, je l'ai racontée tout au long dans la revue anglaise *Foreign Affaire*. Elle a été publiée en brochure par l'*Union of Democratic Control*, sous le titre *Dictatorship of Oil Trusts*.

— D'accord. Mais ce que demandaient nos journaux les plus violents, ce n'était pas seulement le renvoi de « l'ambassadeur de guerre civile », c'était la rupture des négociations, et même la rupture diplomatique avec les Soviets. Heureusement, le gouvernement ne les a pas écoutés. Il a renvoyé M. Rakowsky, mais il a refusé toute rupture. De son côté, le gouvernement britannique semble regretter de s'être laissé forcer la main par les pétroliers. Et M. Baldwin, tout récemment, s'est déclaré prêt à reprendre les rapports officiels.

— Alors, le crédit offert par M. Mac-Kenna serait repris ?

— C'est déjà chose faite, répondit le haut fonctionnaire. Les Soviets, se voyant fermer les guichets des banques à Paris comme à Londres, se sont tournés vers New-York. En novembre dernier, un puissant groupe financier leur a ouvert un crédit de 40 millions de dollars (1 milliard de francs-papier) — pour achat de marchandises aux Etats-Unis, naturellement. Alors les Anglais ont craint de voir les Américains prendre une place prépondérante sur le marché russe ; et la *Midland Bank* a rouvert ses coffres aux Soviets. Evidemment, il faudra bien que nous en fassions autant. Pourvu que ce ne soit pas trop tard !...

— Tout cela est très ingénieux, dis-je. Mais

moi, comme petit porteur de fonds russes, je ne suis pas très satisfait. Je vois bien que nos industriels recevront des commandes, que les Soviets vendront du pétrole, et que je toucherai sans difficulté le quart de ce qui m'est dû. Mais on me demande de renoncer à tout le reste. Et je ne m'y résigne pas.

« J'entends bien : vous me dites que l'Etat français ne traite pas mieux ses rentiers d'avant guerre. Grâce à la dépréciation du franc-papier, il ne leur verse, en valeur or, que le quart de ce qu'il leur doit. Mais je ne saurais admettre qu'il soit pris pour modèle et que, sous prétexte que j'ai été volé par Pierre, Paul soit autorisé à en faire autant. J'ajoute qu'il m'est moins dur de payer cette écrasante et ruineuse contribution à la France, qui est mon pays, qu'à la Russie à laquelle je suis complètement étranger.

— Mais alors, que désirez-vous ?

— Je veux que les Soviets s'engagent d'abord à payer la totalité de leur dette. J'admets que, pour le moment, ils ne peuvent pas payer l'annuité de 240 millions de francs-or qui leur incombe. S'ils ne peuvent verser que 60 millions cette année et les prochaines, je me contenterai de 60 millions, mais à condition que ce soit à titre d'à-compte ; et que l'annuité augmente à mesure que croîtra la capacité de payement de nos débiteurs.

« Tout le monde sait que la Russie est un pays immense, qu'elle possède des richesses naturelles considérables, qu'elle a une population qui égale six fois la nôtre. Eh bien ! que les 140 millions de Russes travaillent, qu'ils fassent de leur pays un pays prospère, — cela ne dépend que d'eux. — Mais qu'ils ne nous proposent pas de combinaisons par lesquelles ils supprimeraient d'un coup les trois quarts de leur dette. Tout ce qui a été prêté doit être remboursé. C'est une question d'honnêteté et de bonne foi.

— Je connais cet argument, répliqua le haut fonctionnaire. C'est celui que nous opposent les Américains quand nous demandons une réduction des dettes interalliées (dettes d'après-guerre, s'entend, — puisqu'ils ont déjà annulé les dettes de guerre proprement dites). Il ne semble pas que ce raisonnement ait eu beaucoup de succès chez nous...

La Russie est riche, mais les Russes sont pauvres

« Mais revenons à la Russie. Il est vrai qu'elle posède des richesses naturelles énormes. Ses fameuses « terres noires » du Sud sont pareilles à une immense Beauce : elles valent celles de

la fameuse « prairie » américaine. Ses forêts sont aussi belles que celles du Canada ; elle a des mines de charbon, de fer, de pétrole comme les Etats-Unis, et aussi de l'or et du platine et du manganèse. Quant à sa population, elle égale celle de l'Amérique du Nord tout entière.

— Alors, elle n'a qu'à travailler.

— En effet. Et certes, les paysans ne demandent que cela, surtout maintenant que, grâce aux bolcheviks, ils sont en fait propriétaires de leurs terres et travaillent pour eux-mêmes, et non plus pour leur seigneur. Seulement, pour exploiter une ferme, il ne suffit pas d'avoir de la terre et des bras, il faut encore un cheptel. Avant la guerre, celui du moujik était déjà très insuffisant, vous le savez, car les grands propriétaires, dépensant leurs revenus à la Cour ou dans les casinos européens, ne se souciaient point d'améliorer leur outillage agricole.

— Mais depuis ?

— Depuis lors, il y a eu la guerre, pendant laquelle on a réquisitionné à outrance le bétail, les chevaux, les charrettes. Puis ce fut la révolution, avec les réquisitions bolcheviques, et la guerre civile. Sauf dans un rayon de 200 kilomètres autour de Moscou, toute la Russie a été dévastée par les armées de Kornilof, Petlioura, Koltchak, Denikine, Wrangel, etc..., qui ont raflé le bétail, confisqué les voitures, fait sauter

les ponts, coupé les chemins de fer, etc... Et il en est résulté la grande famine de 1921, qui a tué 7 millions de personnes — plus que la guerre elle-même.

« De 1914 à 1921, pendant sept ans, ç'a été une formidable destruction du cheptel, en même temps que du personnel agricole. Depuis six ans, tant bien que mal, on s'est efforcé de reconstituer tout cela. Mais aujourd'hui encore, 18 % des exploitations rurales n'ont pas même une vache, ou un bœuf, pour tirer la charrue, Les paysans pauvres sont dans la dépendance du *Koulak*, usurier local, qui possède un cheval et quelques instruments aratoires ; ils se suffisent à peine à eux-mêmes, et ne peuvent rien payer, pas même l'impôt. Le paysan aisé, s'il a une bonne récolte, n'a souvent pas de charrette pour la transporter au chemin de fer, distant parfois de vingt lieues. Et s'il ne peut rien vendre, il est clair qu'il ne peut rien acheter. Tous réclament, souvent avec menaces, des chevaux ou des tracteurs, des charrues, des faucilles. Ce qui manque le plus au pays de la faucille et du marteau symboliques, ce sont les faucilles et les marteaux.

— Eh bien ! dis-je, le gouvernement bolchevik n'a qu'à en fabriquer, puisqu'il est maître de l'industrie.

— Sans doute, et il s'y emploie de son

mieux. Mais parmi les usines qu'il a nationalisées, et dont certaines étaient admirables, beaucoup ont été détruites pendant les invasions et la guerre civile ; les mines de charbon et de fer ont été en partie noyées. On a restauré ce qu'on a pu. Dans ce qui est resté intact, l'outillage s'est usé et n'a pas toujours été renouvelé. Le rendement est mauvais ; les prix, malgré des salaires très bas, sont trop élevés ; la production est incapable de fournir aux besoins des paysans.

« Sans doute, la situation s'améliore peu à peu. Une épargne se forme à mesure qu'apparaît une classe aisée de *koulaks* et de petits commerçants. Le gouvernement bolchevik s'efforce de l'attirer à lui à l'aide d'emprunts à lots, et applique les capitaux ainsi obtenus au renouvellement de son outillage industriel.Mais vous pensez bien que c'est tout à fait insuffisant.

« Il faut donc que nous aidions notre débiteur à reconstituer son cheptel. Si nous abandonnons la Russie à ses seules ressources, il faudra attendre vingt ans et plus avant qu'elle soit en mesure de payer quoi que ce soit de ses dettes anciennes. Si nous voulons qu'elle paye, il faut qu'elle exporte à l'étranger du lin, du blé, du bois, du pétrole, etc... Pour qu'elle exporte ces marchandises, il faut qu'elle les produise en excédent de ses besoins immédiats.

Elle ne saurait y parvenir que si on lui fournit à crédit les machines agricoles, les engrais chimiques, le matériel de chemins de fer indispensables. Et comme il lui faudra payer l'intérêt et l'amortissement de ces avances, il faudra bien limiter le montant des coupons qu'elle doit payer pour ses anciennes dettes.

« Rien ne sert de s'hypnotiser sur des ressources naturelles immenses — mais inexploitées. La Russie est riche, mais les Russes sont pauvres. Défiez-vous de ceux qui repoussent dédaigneusement en votre nom les 3 milliards et demi qu'on vous offre. Ils crient : on vous doit 12 milliards, exigez 12 milliards ! Ce sont les mêmes gens qui naguère vous disaient : « L'Allemagne paiera : pas de réduction, pas de forfait ! Il nous faut 600 milliards, pas un sou de moins. » Aujourd'hui, ils sont trop contents d'encaisser régulièrement le milliard annuel du plan Dawes. Pourquoi refuser à la Russie les réductions que nous avons accordées au Reich et que nous demandons nous-mêmes aux Américains ? Et si nos rentes russes remontent au niveau de nos rentes françaises, ne nous lamentons pas trop. Avouez qu'il y a six mois vous n'auriez pas osé espérer cela ?

En résumé...

— En somme, fis-je, si j'ai bien compris, ces fameux crédits à la Russie sont une simple avance sur marchandises ? Nous ne versons aux Soviets pas un sou en espèces. Mais nous leur livrons des outils, des machines agricoles, des tissus, des produits chimiques. Nous ne lâchons nos produits fabriqués qu'après en avoir reçu la contre-valeur en pétrole, bois, blé, lin, etc...

— C'est exact.

— Quant aux intérêts, ils sont payables en traites sur des importateurs français, escomptées dans les banques françaises, et dont l'Etat peut se faire à tout moment transférer le montant.

— Parfaitement.

— Alors, pour les intérêts comme pour l'amortissement, tous les versements sont assurés.

— Jamais, s'écria l'industriel, on n'a exigé d'un emprunteur de pareilles garanties !

— Que voulez-vous ? dit le fonctionnaire, nous avons affaire à des bolcheviks. On ne saurait exagérer la prudence.

— Ainsi, continuai-je, l'Etat ne risque rien. Quant aux petits porteurs, ils recevront en soixante et un an 3.660 millions de francs-or. C'est seulement le quart de ce qu'ils ont prêté.

— C'est vrai, mais l'Etat français ne donne pas davantage à ses rentiers. Les créanciers de la Russie ne peuvent tout même pas être plus avantagés que les créanciers de la France, n'est-il pas vrai ?

— Soixante et un an, c'est bien long, dis-je.

— C'est le délai que nous demandons nous-mêmes à nos créanciers anglais et américains. Prétendrez-vous que la solvabilité des Soviets serait supérieure à celle de la France ?

— En somme, l'opération peut se résumer ainsi : *L'Etat français accorde aux Soviets une garantie qui ne lui coûte rien, et où il ne risque rien. Moyennant quoi, il obtient pour les petits porteurs un revenu égal à celui des rentes françaises, et pour ses industriels 3 milliards de commandes. Sans risquer un centime, il reconstitue une partie de son épargne et aide son industrie à surmonter la crise des affaires. Il panse les blessures du passé et prépare l'essor de l'avenir.*

— Voilà l'œuvre de la Conférence franco-soviétique, conclut le haut fonctionnaire.

Et comme nous nous taisions :

— Pour moi, ajouta-t-il, je pense que jamais, quelles que soient les circonstances, nous ne pourrons obtenir davantage. J'estime que les hommes qui ont établi ce plan sont de bons Français et méritaient mieux que de voir

leur œuvre traitée comme une « duperie bolchevique ».

Petits porteurs défendez-vous ! groupez-vous !

— Tout cela est parfait, dis-je. Mais alors, quand toucherai-je le premier coupon des titres que m'a laissés mon vieil oncle ?

— Attendez. Il faut d'abord que les nouvelles propositions soviétiques, faites au cours de l'affaire Rakowsky, soient enregistrées par la Commission.

« Ensuite, il faut que l'accord soit signé par les deux délégations. Cela ne sera pas difficile, puisque les Soviets ont accepté toutes les conditions de la délégation française. Il n'y a plus de divergence que sur un point. Les Soviets demandaient un crédit de 600 millions de francs-or pour six ans. La délégation française n'en offrait que 300. Or, dans un récent discours, M. Rykof, président du Conseil des Commissaires du Peuple, a déclaré que les crédits ne pourraient être inférieurs à l'annuité versée aux porteurs de fonds russes, soit 60 millions multipliés par 6 — ou 360 millions-or. Vous voyez que l'écart n'est pas grand.

— Si l'emprunt est aussi réduit, dis-je, nous n'aurons plus besoin d'exiger autant de dépôts de marchandises ; peut-être même n'en faudra-

t-il plus du tout. Les garanties seront bien plus faciles à définir.

— Oui, répliqua l'industriel. Mais les commandes à notre industrie, au lieu de 3 milliards (en francs-papier), n'atteindront plus que 1.800 millions. Est-ce bien notre intérêt, dans la crise actuelle des affaires ? Et devons-nous laisser s'élargir la place faite à nos concurrents allemands, anglais et américains ?

— Cela est à considérer, confirma le haut fonctionnaire. Au reste, le Parlement devra ensuite discuter et ratifier l'accord.

— J'espère bien qu'il n'hésitera pas ! m'écriai-je.

— Hélas ! ne vous faites point d'illusions. Les parlementaires sont prudents, surtout à la veille des élections. Ils craignent de heurter les préjugés des citoyens. Or, on nous a tant « bourré le crâne » à propos de ces négociations! Pour les uns, la Russie est un pays de Cocagne, fabuleusement riche et qui peut payer tout de suite 12 ou 18 milliards de francs-or. (Rappelez-vous la chanson : le Boche payera !). Pour les autres, c'est un pays ruiné, affamé par la révolution, et à qui il serait fou d'avancer un centime. Il y en a même pour qui la Russie est à la fois riche ou pauvre, selon qu'on parle dettes ou crédits. Il y en a qui s'imaginent que l'on va verser aux bolcheviks des milliards

(en espèces), avec lesquels ils feront chez nous de la propagande révolutionnaire. Beaucoup croient encore à « l'homme au couteau entre les dents ». Ils ne savent pas que, bon gré mal gré, la Russie évolue vers une démocratie de propriétaires paysans. Et certes, l'attitude de nos communistes français n'est pas sans inspirer à notre petite bourgeoisie une défiance bien naturelle. Il est alors facile de s'en servir pour égarer l'opinion. Et pour peu que les trusts de pétrole viennent stimuler le zèle de certains défenseurs de l'ordre social, on peut arriver à intimider la Chambre et à lui faire renvoyer le règlement des dettes russes aux calendes grecques.

— Alors, que faire ?

— Voici les élections qui approchent. Vous êtes deux millions de petits porteurs de fonds russes. Unissez-vous. Formez un groupe compact, une association puissante.

« Votre programme ? le plan de la délégation française : il n'en est pas de plus pratique et de plus prudent. Présentez-le tous ensemble à vos députés , quel que soit leur parti ou leur nuance. Il ne s'agit pas ici de politique, ni de sympathie ou d'antipathie pour les Soviets ou le communisme. Il s'agit de coupons. Demandez-leur s'ils sont pour l'épargne française, pour l'industrie française, ou pour les pétroliers américains. Et signifiez-leur que s'ils repoussent

le travail mené à bien, après deux ans d'efforts, par la délégation française, vous voterez pour leurs concurrents aux prochaines élections.

« Si vous faites cela, conclut le haut fonctionnaire, le règlement des dettes sera conclu avant trois mois. Et vous toucherez, en juin prochain, le premier coupon sur les titres de votre vieil oncle. Sinon... eh bien ! vous ne toucherez rien, et vous payerez le pétrole plus cher. Voilà tout.

— C'est bien, fis-je, j'en parlerai à mon député.

COMITÉ DE DÉFENSE
DES PORTEURS INDIVIDUELS
DE FONDS D'ÉTAT RUSSES

Siège social : 199, Boulevard de la Gare
PARIS - XIIIᵉ

Président : Alexis VINCENT
Vice-Président : Armand CHARPENTIER
Trésorier : E. LAMBERT

Imp GRIFAY, 17, Rue Castagnary, PARIS (15ᵉ)

André DELPEUCH, Editeur

51, Rue de Babylone - PARIS-VIIe

EXTRAIT DU CATALOGUE

Appel aux Consciences, avec un avant-propos de *Victor Margueritte*. Une plaquette in-8 couronne .... 2 »

Les Alliés contre la Russie. Avant, pendant et après la guerre mondiale (Documents historiques, par *Zaiontchkovsky, Anders, Ecorieff*, etc. Un vol. in-8 raisin .... 18 »

Marie Bernain de Ravisi : **Sous la Dictature de Clemenceau. Un forfait judiciaire : le procès Paul-Meunier, Judet, Bossard.** Un vol. in-8 carré .... 15 »

Boghitchevitch : **Le procès de Salonique**, avec deux portraits hors texte du colonel *Dimitrievitch* .... 15 »

George Bonnamour. **Le rapprochement franco-allemand.** 1 vol. in-8 couronne .... 15 »

Georges Demartial : **L'Evangile selon le quai d'Orsay.** 1 vol. in-8 couronne 12 50

R. Raphaël Dubois : **Lettres sur le Pacifisme scientifique et l'Anticinèse,** avec un portrait de l'auteur. Un vol. in-8 couronne .... 12 »

Gustave Dupin : **Les Chroniques d'Ermenonville.** Un vol. in-8 carré 12 »

Alcide Ebray : **« Chiffons de papier ».** Un vol. in-8 carré .... 20 »

Grillot de Givry : **Le Christ et la Patrie.** Un volume in-8 couronne .. 7 50

Louis Guétant ; **La Revision du traité de Versailles,** lettre ouverte au citoyen *Th. Ruyssen*. Une brochure in-8 couronne 1 50

Louis Guétant : **Une Campagne Pacifiste pendant la Guerre,** préface de *Gouttenoire de Toury*. Un volume in-8 carré .... 10 »

Ernest Judet : **Le Vatican et la Paix,** de Léon XIII à Pie XI .... 15 »

J.-F. Merlet et Gaston Delon : **Si la Presse voulait.** Une brochure in-8 couronne .... 2 »

G. Michon : **L'Alliance franco-russe.** Un volume in-8 carré .... 25 »

Général de Montgellas : Les responsabilités de la guerre : **Un Plaidoyer allemand,** traduction, avant-propos et notes de *F. Gouttenoire de Toury*. Nouvelle édition, un volume in-8 carré. 12 »

André Ott : **L'infernal Désarroi,** notes de voyages européens...... 18 »

Général Percin : **Le Désarmement moral.** Une brochure 1 50

Francis Pichon : **La Victoire stérile.** Un volume in-8 couronne.... 12 »

3 francs